

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

À l'issue de la visite d'inspection du 30/01/2026 de l'établissement DISTILLERIE DE LA TOUR implanté LES PRES DE LA CHEVRIERE - PINTHIERS 17800 Pons, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Analyse méthodique des risques (AMR)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > I. 1.a)
- **Plan d'entretien** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > I. 1.b)
- **Dépassements du seuil de 1 000 UFC/l** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > II. 2.a)

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **Analyse méthodique des risques (AMR)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > I. 1.a)

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément au I de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- **Analyse méthodique des risques (AMR)** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > I. 1.a) - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- **Plan d'entretien** - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013 article : 26 > I. 1.b) - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 10/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DISTILLERIE DE LA TOUR

LES PRES DE LA CHEVRIERE - PINTHIERS
17800 Pons

Références : 2026 280 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0007202499

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement DISTILLERIE DE LA TOUR implanté LES PRES DE LA CHEVRIERE - PINTHIERS 17800 Pons. L'inspection a été annoncée le 20/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection portera exclusivement sur les 3 TAR et les suites données à l'inspection du 07/03/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DISTILLERIE DE LA TOUR
- LES PRES DE LA CHEVRIERE - PINTHIERS 17800 Pons
- Code AIOT : 0007202499
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est divisé en deux secteurs :

- le secteur de la distillerie "charentaise" produit des eaux-de-vie (Cognac, Brandy, etc.) par distillation discontinue (14 alambics "charentais"). ;
- le secteur de la distillerie "à colonne" produit de l'alcool de bouche d'origine agricole de TAV > 96° (destiné à la production de spiritueux) par distillation continue (2 colonnes de distillation et une colonne de rectification).

Les installations connexes à ces installations de distillation sont les cuves de stockage de vins en attente de distillation, les cuves de stockage d'alcools distillés, la chaudière à vapeur, les 3 tours aéroréfrigérantes et la station d'épuration des résidus de distillation.

Le site est réglementé un arrêté préfectoral complémentaire du 16/04/2024.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Analyse méthodique des risques (AMR)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.a)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Plan d'entretien	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.b)	Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	3 mois
5	Dépassements du seuil de 1 000 UFC/l	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > II. 2.a)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23	Sans objet
4	Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.	Sans objet
6	Rétention des aires et locaux de stockage	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22 > IV.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection sur les tours aéroréfrigérantes (TAR) en 2024, l'exploitant a créé un carnet de suivi informatique et a délimité les zones TAR avec mise à disposition des équipements de protection individuel (EPI) et sensibilisé les opérateurs.

Cependant, il est de nouveau constaté que les analyses méthodiques des risques (AMR) et le plan d'entretien ne sont pas conformes. Un arrêté de mise en demeure est alors proposé à M. le Préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance de l'exploitation
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</p> <p>Ces formations portent a minima sur :</p> <ul style="list-style-type: none">- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;- les dispositions du présent arrêté. <p>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> est dispensée aux opérateurs concernés.</p> <p>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</p> <ul style="list-style-type: none">- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;- les attestations de formation de ces personnes. <p><u>Constats issus de la précédente inspection du 07/03/2024 :</u></p> <p><i>Le plan de formation a été présenté en séance.</i></p> <p><i>Tous les opérateurs de production et de maintenance sont formés aux risques légionelles même s'ils n'interviennent pas directement sur les TAR</i></p> <p><i>Les attestations de formations des personnes extérieures et du personnel de la distillerie ont été présentées en séance ainsi qu'une attestation de maintien de compétences pour les personnes pouvant réaliser les prélèvements d'eau.</i></p> <p><i>Le plan de formation doit être complété par le nom des personnes des sociétés extérieures intervenant sur le site.</i></p>
Constats :

Par courrier électronique du 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis le plan de formation complété par le nom des personnes des sociétés extérieures intervenant sur le site.

Il est constaté que l'exploitant ne dispose pas des attestations de formation pour 2 personnes d'une société extérieure figurant toutefois sur le plan de formation.

L'exploitant indique que ces personnes n'interviennent pas sur le site, car c'est toujours le même technicien qui vient.

Si de nouvelles personnes doivent intervenir sur les tours aéroréfrigérantes (TAR), l'exploitant devra s'assurer via les attestations de formation, que ces personnes sont correctement formées aux risques liés aux TAR.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Analyse méthodique des risques (AMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.a)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. Certains facteurs de risques peuvent être supprimés par la mise en œuvre d'actions correctives. D'autres sont inévitables et doivent faire l'objet d'une gestion particulière, formalisée sous forme de procédures, rassemblées dans les plans d'entretien et de surveillance décrits au point b ci-dessous.

L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :

- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;
- les points critiques liés à la conception de l'installation ;
- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;
- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, et notamment les éventuelles mesures compensatoires dont l'installation peut faire l'objet au titre des points I.2.c et II.1.g du présent article.

Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.

Cet examen s'appuie sur les compétences de l'ensemble des personnels participant à la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, y compris les sous-traitants susceptibles d'intervenir sur l'installation, par exemple pour la conduite, la maintenance ou le traitement de l'eau.

Sur la base de l'AMR sont définis :

- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;

- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;
- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous.

En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.

La révision de l'AMR donne lieu à la mise à jour des plans d'entretien et de surveillance et à la planification, le cas échéant, de nouvelles actions correctives. Les conclusions et éléments de cette révision sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats issus de la précédente inspection du 07/03/2024 :

Par courrier électronique du 29 février 2024, l'exploitant a transmis la révision des 2 AMR datées du 12 décembre 2023.

Un plan d'amélioration est proposé. Il est intégré au fichier « suivi des NC et des AC ».

Il est à noter que le plan 2023 n'a pas été saisi dans ce fichier. Il conviendra de le faire afin de s'assurer du bon suivi des actions correctives.

Le fonctionnement saisonnier de la TAR Charentaise n'a pas été étudié dans l'AMR.

De plus, dans le local technique des TAR Charentaises, la pompe n'était pas en fonctionnement car elle est mise en fonctionnement seulement en cas des besoins en température des eaux de vie.

Mais ces arrêts ne sont pas étudiés dans l'AMR, or ils peuvent être considérés comme des facteurs de risque.

Avant la prochaine campagne de distillation, lors de la révision des AMR, ces dernières devront étudier l'ensemble des facteurs de risque liés aux installations (fonctionnement saisonnier, arrêt de la circulation d'eau du circuit,...)

Constats :

Par courrier électronique du 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis la révision des deux AMR datées du 6 janvier 2026.

Un plan d'amélioration est proposé. Il est intégré au fichier « suivi des NC et des AC ».

L'exploitant y reporte seulement les facteurs de risques identifiés dans l'AMR comme étant un risque majeur.

Mais les autres facteurs de risque, qui peuvent pour certains avoir déjà été constaté les années précédentes (ex. C12 pour TAR industrie : présence de bras morts), ne sont pas intégrés au plan d'action et donc aucune suite n'est proposée.

L'utilisation saisonnière ainsi que le fonctionnement intermittent des TAR ne sont toujours pas analysés dans l'AMR.

La description de l'installation et son schéma de principe (non conformité majeure relevée dans l'AMR en 2026 et déjà en 2023), ses conditions d'aménagement ne sont pas détaillées dans les AMR.

De plus, la qualité des eaux d'appoint n'est également pas considérée comme un facteur de risque alors que l'exploitant justifie la présence légionelles dans les eaux de circuit (cf. point de contrôle ci-dessous) de part la qualité de l'eau d'appoint provenant du forage.

Par ailleurs, le traitement de l'eau et l'utilisation des biocides sont différents entre les 2 TAR charentaise et la TAR Industrie (pas d'usage de BNO pour les TAR Charentaise). Or selon les AMR, il n'y a aucune différence de traitement et les produits utilisés sont les mêmes.

Les AMR ne correspondent donc pas à l'exploitation réelle qui est faite des TAR sur le site.

Au vu de ces éléments, il est nécessaire qu'une analyse scrupuleuse des installations et de leur fonctionnement soit réalisée. Il en découlera également une éventuelle adaptation du plan d'entretien et du plan de surveillance.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un délai de 1 mois, l'exploitant mandate un organisme extérieur, différent de ceux intervenant déjà sur le site, pour la réalisation d'une nouvelle AMR.

Cette nouvelle AMR doit prendre en compte tous les événements susceptibles d'influencer les facteurs de risque de prolifération et de dispersion des légionelles dans l'eau en circulation, dans toutes les configurations de fonctionnement et hydrauliques des installations (font partie de l'installation : tour(s) de refroidissement et ses parties internes, échangeur(s), ensemble composant le circuit d'eau en contact avec l'air, le circuit d'eau appoint et le circuit de purge.)

Ces AMR doivent répondre aux exigences de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 précité ainsi qu'au guide Analyse Méthodique des Risques Légionelles et circuits TAR - KoSAMTI - 10/03/2017

Les nouvelles AMR doivent être transmises à l'inspection **dans un délai de 3 mois** accompagnées d'une mise à jour des plans d'entretien et de surveillance.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Plan d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > I. 1.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien préventif et surveillance de l'installation

Prescription contrôlée :

Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion des légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des *Legionella pneumophila* dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.

Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans

l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation.

Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR. Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.

Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en *Legionella pneumophila*. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.

Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en *Legionella pneumophila* décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.

Les cas d'utilisation saisonnière ou de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en *Legionella pneumophila*.

Constats issus de la précédente inspection du 07/03/2024 :

Par courrier électronique du 29 février 2024, l'exploitant a transmis les manuels d'exploitant rédigés par BWT France daté du 24/01/2024.

Ils comportent le plan d'entretien qui définit la fréquence et les intervenants des contrôles à effectuer.

Cependant, il n'est pas en lien avec les facteurs de risque identifiés dans l'AMR.

L'AMR doit permettre d'identifier les facteurs de risque pour chaque installation.

Pour chaque facteur de risque, il doit être défini des actions à mettre en place (curatives et/ou préventives). L'ensemble de ces actions en lien avec l'AMR constitue le plan d'entretien.

De plus, le document recense les conformités et non conformités. Il serait pertinent d'intégrer ces non-conformités au fichier de suivi des non-conformités.

Lors de la prochaine révision, le plan d'entretien devra être en lien avec l'AMR.

Constats :

Par courrier électronique du 23 janvier 2026, l'exploitant a transmis les manuels d'utilisation de chacune des TAR, rédigés par BWT France datés du 06/01/2026.

Ils comportent le plan d'entretien qui définit la fréquence et les intervenants des contrôles à effectuer.

Ils ont été mis à jour le 6 janvier 2026 soit le même jour que l'AMR.

Le plan d'entretien est intégré au plan de surveillance figurant dans ces manuels, il définit la fréquence et les intervenants des contrôles à effectuer.

Cependant, il n'est toujours fait aucun lien avec l'AMR.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Lors de la prochaine révision des AMR (cf. point de contrôle n°2), le plan d'entretien doit être en lien avec les facteurs de risques identifiés dans les AMR, dans un délai de 3 mois.

Cette non-conformité fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > IV. 2.

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de l'installation

Prescription contrôlée :

L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne :

- les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;
- les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;
- les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;
- les périodes d'arrêts complet ou partiels ;
- le tableau des dérives constatées pour la concentration en *Legionella pneumophila*, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;
- les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;
- les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curative (dates, nature des opérations, identification des intervenants, nature et concentration des produits de traitement, conditions de mise en œuvre) ;
- les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;
- les modifications apportées aux installations.

Constats issus de la précédente inspection du 07/03/2024 :

Par courrier électronique du 29 février 2024, l'exploitant a transmis le suivi des analyses d'eau des TAR sur la période octobre 2022 à janvier 2024. Les résultats des analyses sur les eaux des TAR et de purge y sont regroupées. Cependant, les eaux d'appoint sont suivies dans un autre fichier.

De plus, le bulletin d'analyse du 09/11/2023 n'a pas pu être présenté alors que le résultat saisi dans le suivi des analyses d'eau présente un dépassement de 2 700 UFC/l. De plus, ce résultat n'a pas été saisi sur Gidaf. Selon l'exploitant, seul le résultat du retour à la conformité a été saisi sur Gidaf, donc après le traitement curatif.

<i>L'ensemble des documents de suivi doivent être regroupés dans un seul fichier afin de constituer le carnet de suivi.</i>
Constats : L'exploitant a créé un carnet de suivi informatique regroupant l'ensemble des documents de suivi
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dépassements du seuil de 1 000 UFC/l

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26 > II. 2.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Prolifération de légionelles
Prescription contrôlée : II. Actions à mener en cas de prolifération de légionelles 2. Actions à mener si les résultats d'analyse selon la norme « NF T90-431 (version 2020) » mettent en évidence une concentration mesurée en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure ou égale à 1 000 UFC/L et inférieure à 100 000 UFC/L a) Cas de dépassement ponctuel : En application de la procédure correspondante l'exploitant met en œuvre des actions curatives permettant un abattement rapide de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau, et les actions correctives prévues, en vue de rétablir une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L. Suite à la mise en place de ces actions curatives et correctives et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : Selon les déclarations sur GIDAF : <i>À noter que « TAR » sur Gidaf correspond à la « TAR Charentaise » et la « TAR 2 » sur GIDAF correspond à la « TAR Industrie »</i> - Avril 2025 : TAR : 1 600 UFC/L ; commentaire « <i>Le 15 avril a été le dernier jour de fonctionnement de l'installation en avril.</i> ». Il est rappelé que les installations doivent être conformes en tout temps - Novembre 2025 : TAR : 36 000 UFC/L ; Commentaire : « <i>Fortes pluies les jours précédents ayant drainé probablement des bactéries depuis la surface dans les eaux du forage</i> ». Les eaux de forage sont analysées annuellement, comme demandé par l'arrêté ministériel. Les dernières analyses (octobre 2025) ne montrent pas de présence de légionelles. L'eau d'appoint provient d'un forage (environ 30 m). Il est constaté plusieurs fois par an la présence de Légionelles dans le circuit de la TAR Charentaise. Cela peut être lié à la conception des installations (ex. bras morts), à leur fonctionnement (ex. saisonnier) ainsi qu'au plan d'entretien qui n'est pas adapté à l'installation (ex. nettoyage du réseau d'eau, produits de traitement,...). L'exploitant doit trouver la cause et les actions à mettre en place afin de supprimer la présence de

légionelles dans les eaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Lors de la réalisation de la nouvelle AMR et des plans d'entretien et de surveillance (cf. point de contrôle n°2), ces constats devront être pris en compte et les causes et actions à mettre en place afin de supprimer la présence de légionelles dans les eaux devront être intégrés aux documents.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Rétention des aires et locaux de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 22 > IV.
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des aires et locaux de stockage
Prescription contrôlée : Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. <u>Constats issus de la précédente inspection du 07/03/2024 :</u> <i>2 bidons de 20 litres de BWT CS 3910 sont stockés hors de la rétention. L'exploitant explique qu'il s'agit de produits non utilisés sur le site et que le fournisseur doit venir les récupérer.</i> <i>Ces bidons doivent être mis sur rétention ou évacués du site.</i>
Constats : Il est constaté la délimitation des zones à risques de légionellose avec l'obligation du port des EPI. Il n'a pas été constaté des bidons hors rétention.
Type de suites proposées : Sans suite